



CONCOURS!!!

Vous connaissez une personne proche aidante dont le dévouement mériterait d'être souligné ? Soumettez-nous sa candidature et nous pourrons la gâter durant la Semaine nationale des proches aidants du 6 au 12 novembre prochains.

Pour plus d'informations rendez-vous au gazettemauricie.com ou appelez-nous au **819 841-4135**

L'APPU
MAURICIE

POUR LES
PROCHES AIDANTS
D'AÎNÉS

la gazette
de la Mauricie

MENSUEL GRATUIT 15 000 EXEMPLAIRES
SEPTEMBRE-OCTOBRE 2016 VOLUME 32 NUMÉRO 7
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun



DOSSIER SPÉCIAL

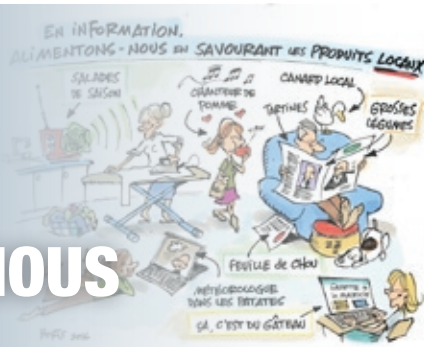
Quelle mission pour l'école ?

PAGES 11 À 15

PHOTO: DOMINIC BÉRUBÉ

OPINION

L'INFORMATION RÉGIONALE ET NOUS



PAGE 2

SOCIÉTÉ

TU VEUX FAIRE QUOI PLUS TARD ?



PAGE 3

L'information régionale et nous



On ne dira jamais trop l'importance d'une solide vigilance informationnelle pour l'évolution des idées et pour la marche des actions qui contribuent à notre mieux-être. Notre contribution à cet égard se fait principalement sous l'angle de l'intérêt collectif, en privilégiant un regard le plus souvent critique il est vrai, mais également en soutenant sans relâche des propositions prometteuses et constructives. Notre dossier du mois sur l'éducation en témoigne.

RÉAL BOISVERT

Nous ne sommes toutefois pas les seuls sur ce terrain bien sûr ! À leur façon, nos collègues des autres médias de la Mauricie accompagnent assidûment eux aussi les affaires de la cité. Sur ce plan, le délestage des quotidiens régionaux par les propriétaires de *La Presse* ne semble pas avoir causé trop de mal. En tout cas pas pour *Le Nouvelliste*, bien au contraire et en particulier à la page éditoriale. Martin Francoeur s'avère un observateur de premier plan de l'actualité régionale. Pour les nommer, ses analyses portant notamment à Trois-Rivières sur le dos-

sier controversé de la fluoration, sur la question du bruit au centre-ville, sur la piscine du Parc de l'exposition réservée aux spectateurs du Grand Prix, sur l'impayable défiguration de l'édifice Loisel, sur l'indifférence du premier magistrat concernant le déploiement chez nous de l'autoroute pétrolière de TransCanada... oui, tous ces écrits, les uns après les autres, visent en plein dans le mille. Un miel pour l'intelligence citoyenne !

Par ailleurs, comment ne pas se réjouir de la venue de la nouvelle émission

360 PM que nous propose *Radio-Canada Mauricie* ? Comment ne pas apprécier une entrevue avec un maire de la région à la place d'un entretien avec un quidam du Sud-Ouest de l'île de Montréal ou d'un topo sur la circulation aux abords de l'autoroute Ville-Marie ! Si la Mauricie vaut la peine d'être à la radio d'État le matin, il en vaut tout autant pour la fin de l'après-midi. Et tout le monde gagne à ce que notre région, à toute heure du jour, soit à l'antenne de l'actualité d'ici en même temps qu'au diapason de l'actualité nationale et internationale.

Il y a un autre acquis dont on ne mesure pas toujours l'importance, surtout que les processus de délocalisation font des ravages dans d'autres régions du Québec. On pense bien sûr aux bulletins régionaux des nouvelles télévisées de *Radio-Canada* et de *TVA*. Jour après jour, des journalistes chevronnés et la garde montante de la relève nous informent

des défis, des enjeux, des difficultés et des réussites, voire des faits divers qui sont les nôtres. Connais-toi toi-même et tu connaîtras l'univers et les Dieux... disait le philosophe.

Et non, on n'oublie pas nos collègues du 103,1 FM, la radio de la MRC de Maskinongé, du 92,9 CFUT ainsi que des *Bulletins communautaires des Chenaux et Mékinac* si proches, et par le cœur et pour les idées. Salutations enfin à tous les animateurs de la radio privée régionale, se tenant toujours à bonne distance de la vulgarité de certaines radios d'opinion de la Capitale nationale.

La Gazette de la Mauricie ne saurait mieux poursuivre sa mission au service du bien commun sans la présence régionale et locale de médias diversifiés et de bonne tenue. Il faut à l'occasion se rappeler et dire ce genre de choses...

SOMMAIRE

CHRONIQUE SOCIÉTÉ
PAGE 3

CHRONIQUE HISTOIRE
PAGE 3

CHRONIQUE ÉCONOMIE
PAGE 4

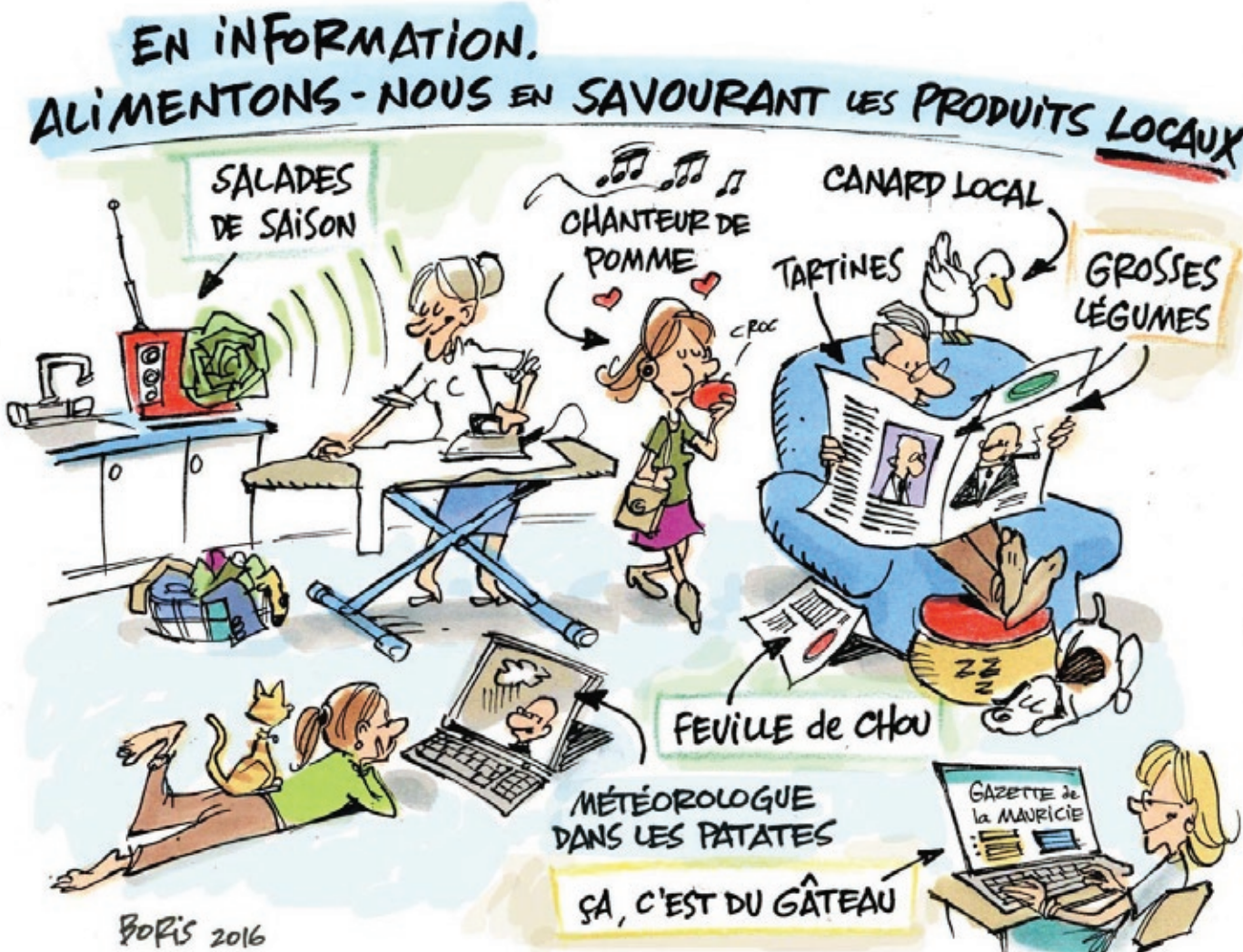
DOSSIER SPÉCIAL
GESTION DES MATIÈRES
RÉSIDUELLES
PAGES 6 ET 7

LES GRANDS ENJEUX
PAGES 8 ET 9

VOIR LE MONDE... AUTREMENT
ET GÉOGRAPHIE 101
PAGE 10

DOSSIER SPÉCIAL
QUELLE MISSION
POUR L'ÉCOLE ?
PAGES 11 À 15

**La Gazette de la Mauricie,
c'est VOTRE journal.
Faites-nous parvenir
vos commentaires et
propositions.**



CHIFFRE DU MOIS

615

Nombre d'écoles
québécoises entourées
par une chaîne humaine
depuis mai 2015

lagazette
de la Mauricie

www.gazettemauricie.com
facebook.com/lagazettedelamauricie
@GazetteMauricie

Présidente: Valérie Delage
Coordonnateur par intérim: Steven Roy Cullen
Conception graphique
et infographie : Martin Rinfret

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6 - Courriel : info@gazettemauricie.com
Tél.: 819 841-4135

DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

Tu veux faire quoi plus tard?



Combien de fois se fait-on poser cette question dès notre plus jeune âge? Passés les classiques « pompier » ou « policier » de l'enfance, pas toujours facile après le secondaire, ou même le Cégep, de choisir une voie qui nous convient lorsqu'on a soi-même une personnalité en construction et encore bien peu d'assurance sur qui on est. Il nous faut faire un choix qui engage pour longtemps, sans expérience et avec une forte tendance à vivre sa jeunesse au jour le jour. La pression familiale et sociale peut alors s'avérer forte pour ceux qui n'ont pas déjà une idée précise de leur vocation.

VALÉRIE DELAGE

Pour ma part, j'ai toujours eu un intérêt pour la compréhension de l'humain. Par conséquent, si ça n'avait été que de mon propre choix, j'aurais plutôt eu tendance à me diriger naturellement vers la psychologie ou les sciences sociales (« sciences molles »). Ce n'était toutefois pas des domaines reconnus pour leurs débouchés sur le marché de l'emploi, sans compter qu'en France où j'ai grandi, société hiérarchisée et élitiste s'il en est, ceux-ci étaient plutôt péjorativement associés aux étudiants qui n'avaient pas de bons résultats à l'école et qui s'en allaient là parce qu'ils n'avaient pas les capacités d'intégrer des domaines plus exigeants intellectuellement! Or, presque pour

mon malheur, j'avais plutôt des facilités à l'école, en particulier dans les matières scientifiques (« sciences dures »). Par conséquent, difficile de faire avaler la pilule à mon père, pourvoyeur durant mes études, d'une possible vocation « en dessous de mes capacités ». Mon géniteur avait plutôt l'ambition pour moi d'une carrière qui ne manquerait pas d'opportunités d'emploi, plus prestigieuse à ses yeux, tel que dans le secteur du génie, ou encore plus rémunératrice, tel que dans le secteur commercial.

J'ai donc fait à l'époque le compromis acceptable pour les deux partis de m'en aller en biologie. Une matière scientifique

qui pouvait partiellement combler les désirs paternels de prestige tout en me permettant de travailler avec le vivant. Toutefois, chassez le naturel et il revient au galop, mon inclination innée pour la relation d'aide a fini par reprendre le dessus, plusieurs années plus tard, après de nombreux détours. Je ne regrette pas mon parcours, il a construit la personne complète que je suis aujourd'hui, alors que je peux réunir toutes ces compétences pour tenter de poser quelques petites pierres à l'édifice d'un monde meilleur tel que je l'imagine.

Lieu d'influences, la pression sociale se fait également forte à l'intérieur même du système scolaire. Les services d'orientation font passer une batterie de tests aux étudiants afin de les diriger vers les domaines qui correspondent le mieux à leurs aptitudes et compétences. L'ennui c'est que, ce n'est pas parce qu'on est compétent dans un domaine qu'on est forcément épanoui à exercer les métiers qui y sont associés. En ce qui me concerne, j'aurais certainement pu faire

une très bonne ingénieure, mais je ne crois pas que j'aurais pu y être aussi heureuse que dans mon métier actuel.

Combien d'aspirations et de vocations ont été brimées par des tests de personnalités rabat-joie? Combien d'histoires ai-je entendues de gens qui racontaient ne pas avoir poursuivi leur rêve parce qu'on leur avait dit qu'ils n'étaient pas faits pour ça ou que ce n'était pas un métier porteur d'avenir? Il faut alors être bien solide et opiniâtre pour oser croire que l'on va réussir malgré tout. Et ceux qui entament leur vie d'adulte avec une telle confiance en eux sont peu nombreux.

À chaque fois que je rencontre de jeunes étudiant.e.s aux prises avec des choix à faire pour leur avenir, je ne peux m'empêcher de penser à ma propre expérience en espérant qu'ils ou elles se seront construits une identité suffisamment forte pour avoir la force d'écouter leur cœur en dépit du bruit parfois assourdissant de la pression sociale.

g HISTOIRE

Mgr Albert Tessier, fondateur du régionalisme mauricien



On lui attribue la création du régionyme « Mauricie » pour remplacer l'ancienne appellation de Vallée du Saint-Maurice, qui était pour lui une simple et bête traduction de l'anglais, ainsi que le bannissement du terme « Three Rivers ». Il y eut des jeux de mots créés à la suite de cette nouvelle désignation puisqu'elle ressemblait à « Mort-ici ». On disait alors « Je vais aller en Mort-ici aux Trois-Civières ».

PHOTO : ARCHIVES DU SÉMINAIRE DE TROIS-RIVIÈRES, COTE : 0014-P1-17A-1-13



L'abbé Albert Tessier discutant avec le poète Nérée Beauchemin à Yamachiche en juillet 1928.

Le rôle majeur joué par le clergé dans l'élaboration d'un patrimoine cinématographique et culturel avant la Révolution tranquille des années 1960 demeure en partie ignoré. Or, un enfant de la région se démarque parmi ces figures de prêtres-cinéastes avant-gardistes.

JEAN-FRANÇOIS VEILLEUX

Né à Sainte-Anne-de-la-Pérade, le 6 mars 1895, et cadet d'une famille de cinq enfants, Albert Tessier commence ses études classiques au séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières en 1910, puis fait des études littéraires à Paris et obtient un doc-

torat en théologie à Rome. De retour au Québec en 1924, il sera professeur puis préfet des études au Séminaire de Trois-Rivières, de 1927 à 1937.

Intéressé à la photographie dès 1913, il commence sa carrière dans le ci-

néma en 1925. Il filme principalement les régions et leurs habitants, en mettant l'accent sur les paysans. Ses thèmes de prédilection sont la nature, l'histoire, la religion, la culture, l'éducation des femmes et sa ville, Trois-Rivières, qu'il surnomme affectueusement « la petite patrie ». Il nous a laissé en héritage 35 livres et plus de 70 films dans lesquels il nous entretient de la vie des Canadiens-français, de leur culture, de leur terre et de leur pays à venir. Depuis 1980, le prix Albert-Tessier décerné chaque année par le gouvernement du Québec reconnaît un artiste québécois du cinéma dont la carrière et l'œuvre ont contribué, de façon notoire, à la réputation de la production cinématographique québécoise.

Toujours soucieux de transmettre le patrimoine culturel régional, Mgr Tessier est membre fondateur de la Société d'histoire régionale de la Mauricie et

cheville ouvrière du tricentenaire de Trois-Rivières, en 1934, puis il fonde la même année le Musée Pierre-Boucher ainsi que le service des archives du Séminaire Saint-Joseph. Il est reçu membre de la Société des dix en 1935 et de la Société royale du Canada en 1945. En 1937, il remplace Thomas Chapais à la chaire d'histoire du Canada de l'Université Laval.

Lauréat en 1959 du Prix de la langue française de l'Académie française et de la Médaille de la ville de Paris pour l'ensemble de son œuvre et pour son influence sur l'évolution ainsi que le progrès de la vie française au Canada, Albert Tessier sera aussi près des fondateurs de l'UQTR le 19 mars 1969. Il décède à Trois-Rivières le 13 septembre 1976 à 81 ans. Un mois avant, le 19 août, on donnait son nom à l'un des principaux pavillons de l'UQTR.

Pour un vrai salaire minimum



Le débat sur le salaire minimum est enfin relancé. Après que l'entrepreneur Alexandre Taillefer eut proposé de le majorer à 15\$ l'heure, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) a rejeté sur-le-champ cette proposition, la qualifiant de désastreuse pour l'emploi.

ALAIN DUMAS

Le débat tombe à point nommé, car une étude récente de Statistique Canada révélait que le salaire minimum réel n'a pas du tout augmenté depuis 1975, ce qui signifie que le pouvoir d'achat de cette catégorie de salariés stagne depuis 40 ans! Selon l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), le salaire minimum

devrait être à 15.10\$ l'heure pour permettre de répondre aux besoins de base d'aujourd'hui.

Des pays riches comme l'Allemagne et les États-Unis, aux prises avec le constat accablant de taux de pauvreté qui arrivent en tête de divers classements, sont également animés par ce débat. Depuis 2013, 29 États et des villes des États-Unis ont augmenté substantiellement le salaire mi-

nimum et certains, dont New York, Seattle et la Californie, ont décidé de le porter progressivement à 15\$ l'heure. Du côté européen, le Royaume-Uni haussait cette année son salaire minimum à 13.15\$ l'heure, tandis que l'Allemagne en instaurait un à 12.50\$ l'heure en janvier 2015. Plus près de chez nous, l'Alberta décidait récemment de porter le salaire minimum à 15\$ d'ici 2018.

Si d'un côté, les tenants de la hausse rappellent que l'objectif du salaire minimum consiste à diminuer la pauvreté et les inégalités, de l'autre côté, les oppo-

sants à la hausse soutiennent que son effet sur l'emploi est négatif. Qu'en est-il au juste?

SALAIRE MINIMUM ET EMPLOI

Des économistes affirment que les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont atteint le plein emploi avec des taux de chômage respectifs de 4,9%, 4,9% et 4,2%, grâce à un salaire minimum faible, voire même inexistant dans le cas de l'Allemagne jusqu'en 2015.

Or, le plein emploi n'existe plus dans la réalité. Car les taux de chômage officiels très bas ne tiennent pas compte des millions de chômeurs cachés (temps partiel involontaire, chômeurs de longue durée et découragés en retrait du marché du travail, etc.), de sorte que le véritable chômage serait deux fois plus élevé que le chômage officiel. L'insignifiance des bas taux de chômage officiels est telle que l'Allemagne a même vu son taux de chômage diminué depuis l'instauration d'un salaire minimum de 12\$ l'heure en 2015 ! Comme quoi la relation négative entre le salaire minimum et l'emploi demeure plutôt hypothétique.

Sur le terrain, des études empiriques ont montré qu'il n'existait pas de preuve que la hausse

du salaire minimum entraîne des pertes d'emploi. Des économistes américains (David Card et Alan Krueger) ont mesuré l'impact de la hausse de 19% du salaire minimum dans l'État du New Jersey et de 27% en Californie pour en arriver à la conclusion que l'impact sur l'emploi avait été positif. L'explication provient du fait que la hausse du salaire minimum (donc du pouvoir d'achat) est totalement réinjectée dans l'économie locale, ce qui stimule par effet d'entraînement la création d'emploi local. Une autre étude américaine (Fiscal Policy Institute: 2004) a montré que le nombre de petites entreprises a augmenté deux fois plus vite dans les États où le salaire minimum est plus élevé et que le nombre d'emplois y a aussi augmenté plus vite.

Je pense que la proposition d'adopter un salaire minimum viable, qui permet de répondre aux besoins de base d'aujourd'hui, est d'autant plus réaliste qu'elle permettrait de faire d'une pierre deux coups : diminuer la pauvreté tout en sortant notre société de la grisaille économique qui est entretenue par la hausse des inégalités.

**Sources disponibles sur notre site Internet gazette.mauricie.com*



Les voix s'élèvent pour exiger un salaire minimum de 15 \$ au Québec.

À CHACUN SON AVENTURE AU PARC NATIONAL DE LA MAURICIE... MÊME L'AUTOMNE!

L'automne est le moment idéal pour profiter des toutes nouvelles suggestions d'activités du parc national de la Mauricie. Conçus pour mettre en valeur les merveilles du parc, douze parcours permettent aux habitués de découvrir de nouveaux coins et aux nouveaux venus, de cibler en un clin d'œil les incontournables.

JORDANNE CHAMPIGNY ET MARIE-CHRISTINE PLAMONDON
COLLABORATRICES DE PARCS CANADA

Ces suggestions prennent la forme de cartes faciles à manipuler, que l'on peut glisser dans sa poche et qui indiquent où aller pour vivre l'aventure souhaitée : zen ou active.

« Notre parc national est grand comme l'île de Montréal, explique Carole Loiselle, directrice du parc national de la Mauricie. Pour vous y retrouver, nos nouvelles cartes sont comme des boussoles personnalisées qui vous montrent où se trouvent nos coups de cœur, qui deviendront peut-être les vôtres. »

La famille Tremblay prévoit cet automne un weekend zen au bord de l'eau. Un groupe de jeunes adultes veut s'évader en nature pour une grande aventure. Jean et Monique, récemment retraités, souhaitent être aux premières loges pour profiter des couleurs automnales. Grâce aux parcours clés en main, tous seront en mesure de trouver une proposition adaptée à leurs besoins et à leurs goûts.

En fonction du type d'aventure recherchée, les cartes proposent un séjour relaxant ou plus exigeant, et ce, dans

le secteur choisi (Saint-Mathieu-du-Parc ou Saint-Jean-des-Piles). Bref, petits et grands aventureux sont guidés, à leur rythme, dans la belle nature mauricienne.

Il suffit aux visiteurs de se présenter aux centres d'accueil de Saint-Mathieu-du-Parc et de Saint-Jean-des-Piles pour s'y procurer les petites cartes à apporter avec eux ou numériser le contenu de grandes affiches sur leur appareil mobile. Les plus branchés trouveront quant à eux l'information au www.pc.gc.ca/mauricie et seront invités à commenter leur expérience dans les médias sociaux en utilisant les mots-clés #choisissezvotreaventure et #pn-mauricie.



Dans le cadre de notre projet Parole aux aîné.es, nous lançons un appel de textes. Dès maintenant, il vous est possible de déposer vos textes dans la section Tribune Libre de notre site Internet. Afin de vous encourager à prendre votre plume, nous publions ici-bas un texte de Ghislaine Noël, bénévole rédactrice. Nous publions également un texte de Ginette Vadnais, bénévole et apprenante de l'Université du troisième âge de l'Université du Québec à Trois-Rivières où est offert cet automne un atelier d'écriture journalistique et de textes d'opinion.

Le bonheur d’écrire

L’écriture, on le sait, est un outil d’apprentissage essentiel. Dès l’enfance, sa pratique devient un plaisir qui s’étendra sur toutes les étapes d’une vie, de la jeunesse à la vieillesse. L’écriture permet de dépasser ses propres limites et de s’évader vers des horizons lointains. Le bonheur d’écrire n’a pas d’âge, mais l’écriture d’une personne âgée a un cachet particulier, du fait qu’elle renferme toute la richesse du temps.

GHISLAINE NOËL

La pratique de l’écriture aide à mettre des mots sur les moments heureux ou malheureux. Elle permet d’extérioriser les émotions et de verbaliser les sentiments. Elle est l’occasion de briser la solitude, de se confier sans crainte du jugement, de goûter une forme de libération totale. Moyen d’expression absolu, l’écriture confère aussi le pouvoir inestimable de

donner forme à un témoignage intime de toute une vie.

Que serait ce monde sans l’écriture? C’est un des plus beaux cadeaux que l’on puisse faire à ceux qui nous sont chers, car elle laisse une trace indélébile et personnelle derrière soi. Une fois devenus grands-parents ou arrière-grands-parents, l’écriture devient un moyen extraordinaire de meubler la solitude et d’occuper

tout ce beau temps libre. Pourquoi alors ne pas en profiter pour parler de son époque, du coût de la vie, des règles sociales, de sa famille, faire de la poésie, etc. Autant de sujets qui captiveront l’intérêt de notre descendance.

Le bonheur d’écrire se cache à l’intérieur de chacun de nous et ne demande qu’à être découvert. On a tout à gagner à lui permettre de s’exprimer. Tout commence par une page blanche un peu stressante, mais que l’on parvient, mot à mot à couvrir à mesure que se structure la pensée. Écrire pour soi d’abord, pour le lecteur ensuite si le cœur nous en dit; écrire pour se parler à soi-même.

Se retrouver dans son texte reste essentiel. Créer son propre style équivaut à donner corps à une facette inexprimée de sa personnalité, à laquelle on s’identifiera. Lorsqu’on se découvre un goût pour l’écriture, chaque événement, chaque situation deviennent sources d’inspiration. Ce nouveau talent devient une partie de soi qu’on apprivoise chaque jour. Écrire devient alors un petit bonheur à protéger. Ce talent n’a rien à voir avec les diplômes scolaires, tant mieux si c’est le cas, mais cette passion de mettre sur papier ses pensées, de les relire et d’en éprouver un certain plaisir, peut naître dans l’esprit de tout et chacun.

Toutes ces belles histoires, que nous avons à raconter en tant qu’aînés pourraient se perdre dans le temps, faute de ne pas avoir été couchées sur papier, pas nécessairement dans un livre édité, mais simplement dans un cahier de chevet, rempli de confidences et laissé comme prime en héritage à notre famille. L’écriture devient un moyen efficace de perpétuer notre histoire.

La joie d’écrire qui sommeille à l’intérieur de soi n’a pas d’âge pour se réveiller, quel que soit le temps qu’il nous reste, il n’est jamais trop tard, comme dit Marie-Mai dans sa chanson.

Pour un plaisir partagé...

L’Université du troisième âge (UTA) de l’Université du Québec à TroisRivières (UQTR) offre aux personnes de 50 ans et plus des formations diversifiées et cela, peu importe leur niveau de scolarité.

GINETTE VADNAIS

Le plaisir d’apprendre de nouveaux concepts en arts ou en sciences; le plaisir de se découvrir de nouvelles passions ou de se découvrir soi-même par la psychologie ou la philosophie; le plaisir de partager avec d’autres par l’écriture, par les échanges entre apprenants et avec les formateurs; le plaisir, enfin, de réaliser des attentes, des rê-

ves abandonnés par manque de temps ou de disponibilités.

La fébrilité et l’enthousiasme se lisaient sur le visage des personnes présentes au lancement de la période d’inscription le 30 août dernier. Les formateurs rivalisaient d’ingéniosité pour vanter la formation qu’ils ou elles offri- ront à partir du 26 septembre. L’angle novateur sous lequel seront abordés l’histoire, le cinéma, les mathématiques ou toute autre

discipline suscite l’intérêt des anciens et des nouveaux ap- prenants.

Lors d’une entrevue accordée à La Gazette, madame Stéphanie Vermette, coordonnatrice, faisait remarquer que l’UTA est présente sur le campus de Trois-Rivières mais aussi dans différentes municipalités de la Mauricie. En effet, l’UTA propose des formations à Louiseville, Saint-Élie-de-Caxton, Shawinigan, Grand-Mère, La Tuque, Saint-Tite, Saint-Narcisse et Batiscan. De plus, ajoute-t-elle, les gens de la Rive sud peuvent avoir accès à des cours offerts au Musée des religions de Nico- let et sur le campus de l’UQTR de Drummondville. Madame Vermette précise que l’UTA se veut proche de sa clientèle tant dans sa programmation que dans les lieux de diffusion.

Présente aux premiers pas de cette aventure destinée aux personnes de 50 ans et plus, madame Vermette se dit fière



du chemin parcouru depuis 2009. Cette quinzième période d’inscription, qui s’annonce déjà fructueuse, demeure ouverte, pour certaines formations, jusqu’à la fin octobre. Elle précise qu’il est possible toutes les informations nécessaires sur le Web, au www.uqtr.ca/uta, et par téléphone, au 819-376-5011 poste 2109.

La programmation régulière s’enrichira tout au long de l’automne de conférences ponctuelles reliées à l’actualité. Ces conférences sont ouvertes à tous et se veulent un lieu d’échanges et de rencontre entre générations. L’annonce des

sujets et lieux se fera sur le site Web et la page Facebook de l’université du troisième âge.

Madame Vermette rappelle que lors du lancement de la période d’inscription, le 30 août dernier, un invité bien spécial était présent. En effet devant formateurs et apprenants réunis pour l’occasion, Émile, un garçon de 9 ans a avoué rêver d’une école sans étude obligatoire et examens. Il a fait part de ses préférences dans la programmation et souhaité pouvoir, lui aussi, continuer d’apprendre durant toute sa vie. Surtout, quand cela se fait pour et par plaisir.

Avis public

Ministère du Développement durable,
de l’Environnement et de la Lutte contre
les changements climatiques

**SOCIÉTÉ D’AMÉNAGEMENT ET DE MISE
EN VALEUR DU BASSIN DE LA BATISCAN
LOI AFFIRMANT LE CARACTÈRE COLLECTIF
DES RESSOURCES EN EAU ET VISANT
À RENFORCER LEUR PROTECTION
(L.R.Q., c. C-6.2)**

Avis est donné, conformément à l’article 15 de la Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection (L.R.Q., c. C-6.2), que le ministre du Développement durable, de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques confirme l’approbation du plan directeur de l’eau de la Société d’aménagement et de mise en valeur du bassin de la Batiscan.

Pour obtenir plus d’information, vous pouvez communiquer avec la Société d’aménagement et de mise en valeur du bassin de la Batiscan au 418 362-3202 ou visiter son site Web au www.sambba.qc.ca.

Le directeur général des politiques de l’eau,
Marcel Gaucher

Québec

AGA 2016

MARDI 4 OCTOBRE 2016

18 H À 20 H

NOUS AVONS LE PLAISIR DE VOUS CONVIER À NOTRE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

MAISON DE LA SOLIDARITÉ
1060 RUE ST-FRANÇOIS-XAVIER,
TROIS-RIVIÈRES (ENTRÉE PAR LA PORTE 4
DONNANT SUR LE STATIONNEMENT)

POUR RÉSERVATIONS:
819-841-4135
INFO@GAZETTEMAURICIE.COM



DOSSIER SPÉCIAL

GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Dans le cadre de la Semaine québécoise de réduction des déchets se déroulant du 15 au 23 octobre prochains, La Gazette de la Mauricie vous propose un portrait de la gestion des matières résiduelles dans la région. Qu'est-il prévu dans la région au cours des prochaines années pour réduire l'impact occasionné par nos déchets? Comment se porte notre centre de tri? Réussit-il toujours à trier nos matières recyclables de manière efficace? Que pouvons-nous faire pour réduire notre production de déchets? Voilà quelques-unes des questions auxquelles tentera de répondre ce cahier spécial.

PLAN DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES CONJOINT 2016-2020

Du compost en 2019!

D'ici la fin de l'année, le nouveau Plan de gestion des matières résiduelles (PGMR) conjoint 2016-2020 des MRC de la Mauricie, de la Ville de Shawinigan et de la Ville de Trois-Rivières entrera en vigueur. Ce plan, dont la mise en œuvre sera pilotée par la Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie (RGMRM), définit les priorités d'intervention pour permettre à la région d'arriver au 21^e siècle.

STEVEN ROY CULLEN

En 2014, chaque habitant de la Mauricie a envoyé un peu moins de 700 kg de déchets à l'enfouissement, soit un peu moins que la cible de 700 kg fixée par le gouvernement provincial. Malgré ce résultat encourageant, qui témoigne d'une réduction globale de notre consommation, la proportion de matières résiduelles détournées de l'enfouissement demeure plutôt faible.

MATIÈRES RECYCLABLES

Sur l'ensemble des matières recyclables générées dans notre région en 2014,

seulement 37 à 50 %, selon l'endroit, ont été véritablement recyclées, alors que l'objectif gouvernemental était établi à 70 %. Afin de combler ce retard d'ici 2020, le PGMR prévoit, notamment, l'installation d'équipements de récupération dans les bâtiments municipaux et les aires publiques au cours des 3 prochaines années; des mesures pour favoriser la récupération lors d'événements tels les congrès ou les festivals ainsi que la poursuite des initiatives visant à inciter les établissements institutionnels, commerces et industries à mettre en place un système de gestion responsable des matières résiduelles.

MATIÈRES ORGANIQUES

Si le PGMR prévoit des mesures pour améliorer la performance mauricienne en récupération de matières recyclables, sa véritable pièce maîtresse concerne la gestion des matières organiques. Sur ce plan, la région fait piètre figure puisqu'elle ne dispose toujours pas de système de collecte.

D'après les données de 2014, les MRC et les villes de la Mauricie ont réussi à détourner de l'enfouissement de 3 à 9 % de l'ensemble des matières organiques générées sur leurs territoires si on exclut du calcul les boues des fosses septiques et des usines d'épuration ainsi que les résidus de l'industrie agroalimentaire.

Il faut se réjouir du succès obtenu à ce jour avec le compostage domestique ainsi qu'avec les collectes de feuilles

et d'arbres de Noël, mais force est de constater que seule une collecte en porte-à-porte des matières organiques pourra permettre à la région d'atteindre la cible gouvernementale de 60 % des résidus putrescibles détournés de l'enfouissement. L'instauration d'une telle collecte est donc prévue dans le PGMR, et ce, dès 2019.

D'ici là, la RGMRM doit évaluer divers scénarios de traitement des matières organiques et réaliser les études complémentaires nécessaires afin de déterminer la meilleure solution pour la Mauricie. Peu importe le scénario retenu, la Mauricie emboîtera bientôt le pas à d'autres municipalités du Québec comme Victoriaville ou Sherbrooke.

**Sources disponibles sur notre site Internet gazettemauricie.com*

SERINGUES, CHIENS MORTS... CE QU'ON RETROUVE SUR LA CHAÎNE DE TRI

ANNABELLE CARON

Combien d'entre nous n'ont qu'une très vague idée de ce qui se produit une fois notre poubelle et notre bac de recyclage vidés? Nous savons que les déchets non recyclables sont directement enfouis, alors que le contenu du bac de recyclage est acheminé vers le centre de tri. Mais encore, s'est-on déjà demandé ce qu'il advient de ce contenu une fois arrivé au centre de tri? Sommes-nous conscients de l'ampleur du travail effectué par les employés? La quantité considérable d'articles incongrus que l'on trouve dans les bacs de recyclage indique que non.

Il suffit de s'attarder à la situation du centre de tri de Récupération Mauricie à Saint-Étienne-des-Grès pour mieux saisir

l'impact de notre négligence. Le Groupe RCM, organisme sans but lucratif qui exploite le centre de tri, s'est donné pour mission de créer des emplois pour des personnes ayant des limitations fonctionnelles tout en œuvrant à l'amélioration de notre environnement. De fait, pas moins de 70 % du personnel est composé de personnes ayant un handicap. Pendant l'année 2015-2016, cette équipe a trié près de 43 000 tonnes de déchets.

Or, comme l'indique M. Pierre Buisson, directeur d'usine, non seulement peut-on trouver de tout sur la chaîne de tri, depuis les morceaux d'animaux jusqu'aux pièces d'automobiles en passant par les couches souillées, mais on en a même retiré une trentaine de chiens sans vie depuis le début de l'année. Vous comprendrez que

ce genre d'événement affecte beaucoup le moral des gens qui en sont témoins, ajoute M. Buisson.

Ceci n'est encore qu'un aperçu des aberrations qui sont le quotidien des employés, qui, rappelons-le, sont affectés au triage manuel de la majorité de ces déchets. M. Buisson souligne que la présence de seringues sur la chaîne constitue une menace constante pour les employés : « Si une personne se pique, c'est 1 an de suivi à l'hôpital », et ce, en plus du stress occasionné, explique-t-il.

Le directeur d'usine explique par ailleurs que, bien que les façons de faire actuelles soient efficaces, il faut des techniques plus avancées, donc plus dispendieuses, pour arriver à trier tous les objets qui ne

devraient pas se retrouver au recyclage. Pour ce faire, l'usine doit embaucher plus de personnel et se doter de nouvelles machines, dépenses qui sont en fin de compte absorbées par les contribuables, qui pourraient être évitées en assurant un meilleur tri à la source.

M. Buisson lance un message aux citoyens, « Prenez le temps de bien regarder ce qui est récupérable ou non pour le centre de tri et ne mettez pas les autres produits [...] il y a même des choses qui pourraient carrément être envoyées à des écocentres. » Il affirme aussi que la collaboration du citoyen permettrait d'améliorer considérablement le rendement de l'usine et, plus important encore, de faciliter le travail des personnes affectées au tri.

- Destruction de documents confidentiels
- Collecte de papier et carton
- Collecte de plastique (contenants, pellicules et autres produits)
- Collecte de matières mélangées
- Collecte sur appel
- Collecte personnalisée (déménagement et/ou fermeture d'entreprise)



ADMINISTRATION
549, Père-Daniel, Trois-Rivières QC G9A 5Z7
Tél : 819 693-6463 poste 222

www.recuperationmauricie.com
www.groupercm.com

Compostage domestique : plus facile que l'on pense

Une façon concrète de réduire la quantité de déchets tout en obtenant à peu de frais et pour peu d'efforts un engrais naturel de qualité.

Le compostage est un processus de décomposition naturel. Une vaillante équipe d'organismes se charge de faire le travail pour vous. Vous pouvez toutefois les aider en leur fournissant les bons ingrédients, en maintenant le tas de compost humide et en l'aérant au besoin.

SYLVIE GAMACHE
RÉGIE DE GESTION DES MATIÈRES
RÉSIDUELLES DE LA MAURICIE



QUOI COMPOSTER ?

MATIÈRES HUMIDES (riches en azote)

- Fruits et légumes
- Coquilles d'œufs
- Résidus de jardin
- Algues



MATIÈRES SÈCHES (riches en carbone)

- Feuilles mortes
- Gazon séché, paille, foin, brindilles, terre
- Marc de café et filtre, sachets de thé et de tisane
- Pâtes alimentaires, riz, pain,
- céréales
- Écales de noix, noyaux
- Papier journal
- Fibres souillées (boîtes de pizza, essuie-tout, serviettes de papier, vaisselle en carton)



ATTENTION ! CERTAINES MATIÈRES SONT À ÉVITER DANS UN COMPOSTEUR DOMESTIQUE :

- Les résidus d'origine animale comme les produits laitiers et la viande
- Les matières grasses (huiles végétales, mayonnaises, sauces à salade)
- Les mauvaises herbes montées en graine
- Les excréments d'animaux (puisque'ils peuvent contenir des pathogènes)
- Les cendres et briquettes de BBQ

PAR OÙ COMMENCER ?

- Choisir l'endroit idéal (près du potager, de la cuisine ou au fond du terrain : c'est vous qui décidez)
- Vous procurer un composteur (idéalement deux) ou en fabriquer un
- Briser le gazon sur place et ameubler le sol
- Déposer au fond une couche de feuilles mortes, de journaux déchiquetés ou de terre



COMMENT FAIRE ?

- Déposer, en alternance, une quantité égale (en poids) de matières sèches et humides
- Retourner la matière de temps à autre (apport en oxygène)
- Maintenir l'humidité
- Le compost est prêt lorsqu'il a l'apparence et l'odeur d'un terreau, lorsque l'on ne reconnaît plus les matières qui le composent (de 6 mois à un an)
- Tamiser et récolter



ET L'HIVER ?

Dès cet automne, faites-vous une réserve de feuilles et continuez d'ajouter vos matières durant l'hiver, alterner avec des matières sèches. Les matières dégèleront au printemps et reprendront leur cycle de décomposition très rapidement.

POUR EN EN SAVOIR PLUS ?

Participer à une séance de formation gratuite le 19 octobre 2016 à 19 h à Shawinigan. Gratuit.
Inscription / obligatoire : rgmrm.com - 819 373-3130

ENSEMBLE, RÉDUISONS NOS DÉCHETS



Régie de gestion des
matières résiduelles
de la Mauricie

rgmrm.com

**RECYCLER ET COMPOSTER
C'EST PAS SORCIER!**

LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société



AFFICHEZ CES PAGES
La compréhension,
c'est contagieux !



DROITS HUMAINS AU CANADA

FAITES CE QUE JE DIS, PAS CE QUE JE FAIS

Le Canada joue-t-il un rôle phare dans la promotion des droits humains ? D'emblée, on pourrait répondre par la positive à cette question. Pourtant, lorsqu'on y regarde de plus près, le Canada accuse un sérieux retard en la matière. Une réalité reconnue par le premier ministre Justin Trudeau lors de son voyage en Chine en août 2016 et qui mine sa crédibilité sur la scène internationale.



En mars 2015 (rebelote en décembre 2015), l'Organisation des Nations Unies et Amnistie internationale pointaient du doigt le Canada pour sa filiosité en matière de droits de l'Homme. Refus obstiné de mettre sur pied une enquête sur la situation des femmes autochtones, position indéfendable dans le conflit israélo-palestinien, vente de matériel militaire aux dictatures de ce monde, refus de parapher certaines ententes internationales, aveuglement sur le continent africain, etc. Les exemples sont légions qui témoignent de la géométrie variable canadienne lorsque sonne l'heure de la défense et de la promotion des droits humains ici et ailleurs.

Les babines ne sont donc pas toujours enclines à suivre les bottines. Si les Canadiens/nes peuvent se targuer du chemin parcouru en matière de droits humains, Ottawa ne doit cependant pas s'asseoir sur ses lauriers. Une refonte du programme canadien des droits humains doit impérativement sortir des cartons pour être déposé sur une table de travail. Le Canada doit redorer son blason en matière de respect des droits de l'Homme afin que son corps diplomatique puisse en faire la promotion de manière efficiente. Il est temps pour le Canada de passer de la parole aux actes et de prêcher par l'exemple.

LIVRE NOIR DU CANADA EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS

VENTE D'ARMES AUX DICTATURES DE LA PLANÈTE

L'Arabie saoudite, le Bahreïn, les Émirats arabes unis... Autant de pays qui n'ont cure des droits humains et avec lesquels le Canada entretient des liens commerciaux dits « prioritaires ». De l'avis du Stockholm International Peace Research Institute, le Canada occupait, pour la période 2008-2013, le 15e rang mondial en matière d'exportations d'armes. Un carnet de commande qui, selon le plus récent Rapport sur les exportations de marchandises militaires au Canada (2012-2013), s'élevait à plus de 856 millions \$ uniquement à destination de pays où les droits de l'Homme n'existent même pas sur papier.



Aux Émirats arabes unis, être homosexuel signifie souvent passer sous le sabre de la peine de mort, jamais des élections libres n'ont été organisées, la charia dicte les activités quotidiennes, la liberté de presse est un mirage et les femmes n'ont pas plus de droits qu'un animal au mieux, un objet au pis. Malgré tout, près de 281 millions \$ d'armement canadien a été vendu aux Émirats en 2012-2013, entre autres des drones sans pilote, des aéronefs, des munitions, des bombes, torpilles, roquettes et autres types de missiles.

En 2014, le Canada signait le plus lucratif contrat de son histoire en matière d'armement, évalué à 15 milliards \$. Le hic : son partenaire était l'Arabie saoudite, l'un des pires régimes de la planète en matière de droits humains. Dès lors, comment le Canada peut-il dénoncer les violations des droits humains en Arabie saoudite alors qu'il s'est attaché les mains avec des menottes d'or offertes par Ryad ?

Idem pour les 882 millions \$ d'armement canadien (2012-2013) exporté vers des pays où les droits des homosexuels sont quasi inexistant (Nigeria, Égypte, Algérie, Malaisie, Botswana, Qatar). Idem pour les 860 millions \$ d'armement vendu à des pays où la liberté d'expression est nulle (Chine, Yémen, Bahreïn, Brunei). Idem pour les 863 millions \$ d'armement exporté vers des pays où l'égalité entre les hommes et les femmes n'apparaît même pas dans des contes de fée (Jordanie, Koweït, Oman...). En somme, « quand un pays vend des milliards \$ en armes à un régime dictatorial, il devient beaucoup moins enclin à le dénoncer », croit, avec raison, Andrew Smith, porte-parole de l'organisation Campaign Against Arms Trade.

**Il est temps pour
le Canada de passer
de la parole aux
actes et de prêcher
par l'exemple.**

Enfin, rappelons que le Canada n'a toujours pas ratifié le traité de l'ONU (2013) qui vise à contrôler le commerce mondial des armes. Cela dit, le premier ministre Trudeau a enjoint son ministre des Affaires étrangères à prendre les mesures nécessaires pour s'y conformer.

DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES

Le traitement réservé aux Premières Nations constitue l'une des pages les plus sombres du Canada en matière de droits de l'Homme. Amnistie internationale parle même de « l'échec le plus retentissant et le plus inexcusable » de l'histoire canadienne. Selon la Commission de vérité et de réconciliation (CVR), pendant plus d'un siècle les actions gouvernementales canadiennes n'avaient qu'un seul objectif : « faire en sorte que les peuples autochtones cessent d'exister en tant qu'entités légales, sociales, culturelles, religieuses et raciales ».

Heureusement, le premier ministre Trudeau a demandé à sa ministre des Affaires autochtones et du Nord d'appliquer l'ensemble des recommandations de la CVR. Cependant, il reste encore beaucoup de pain à

trancher pour que les Premières Nations jouissent des mêmes droits que l'ensemble de la population.

Notons, entre autres : un accès sans réserve à un logement décent et à l'eau potable (20 000 personnes des Premières Nations n'ont pas accès à l'eau courante au Canada), un financement adéquat des services à l'enfance dans les territoires autochtones (22% moins financés qu'ailleurs au Canada), un questionnement approfondi sur la surreprésentation des Autochtones dans les prisons fédérales (21% de la population carcérale), une consultation systématique des Premières Nations lors de l'élaboration de grands projets d'infrastructure sur leurs territoires ancestraux, etc.

LA FAUSSE NOTE ONUSIENNE

En septembre 2015, l'ONU nommait à la présidence de son Conseil des droits de l'Homme nul autre que Faisal bin Hassan Trad, ambassadeur de... l'Arabie saoudite! Un pays qui refuse obstinément de ratifier la Déclaration universelle des droits de l'Homme, un pays qui décapite ses opposants, lorsqu'il ne les crucifie pas jusqu'à pourrissement, qui pays qui détient le triste palmarès en matière de peine de mort...



LES MINIÈRES CANADIENNES SUR LE BANC DES ACCUSÉS

En matière d'activité extractive, les intérêts commerciaux l'emportent souvent sur les droits humains. Les minières canadiennes n'y font pas exception. En bout de piste, certaines minières affublées de la feuille d'érable font fi du droit à l'autodétermination des peuples, débarquant parfois avec leurs gros sabots, exploitant les ressources naturelles au détriment des droits fondamentaux des populations locales.

En 2014, le Tribunal permanent des peuples (TPP) accusait cinq minières canadiennes œuvrant en Amérique latine, les qualifiant de « nouveaux colonisateurs (...) responsables de plusieurs violations des droits de l'Homme ». Le gouvernement canadien, renchérit le TPP, « est en partie respon-

sable pour ne pas les avoir empêchées, de même pour avoir facilité ces violations ».

Avril 2016. Développement et Paix diffuse une lettre signée par 200 organisations actives en Amérique latine qui exhorte le gouvernement Trudeau de surveiller de plus près les activités des compagnies extractives canadiennes dans le monde. Du même souffle, l'ONG appelle à mettre en place un mécanisme permettant d'enquêter sur leurs activités extractives. En retour, silence radio du côté gouvernemental... Un silence qui pourrait persister puisque les droits humains ne figurent nulle part dans le mandat confié aux fonctionnaires du ministère du Commerce international.



CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Depuis 2006, le Canada refuse de dénoncer l'État d'Israël qui viole manu militari, sur une base quasi quotidienne, les droits fondamentaux du peuple palestinien. Une position unilatérale et sans équivoque qui s'est enracinée sous le gouvernement Harper, ce dernier ayant toujours renvoyé du revers de la main les centaines de résolutions de l'ONU dénonçant Israël.

Virement à 180 degrés en mars dernier, le premier ministre Justin Trudeau affirmait que la colonisation (500 000 colons israéliens sont installés en territoire palestinien) était « improductive » et allait à l'encontre du droit international. Un pas, en somme, dans la bonne direction...

En retour, le Canada maintient des relations commerciales lucratives avec Israël. Depuis l'élargissement et la modernisation de l'Accord de libre-échange entre le Canada et Israël en 2014, les relations commerciales entre les deux pays ont plus que triplées, atteignant 1,6 milliards \$.

Entre autres, le Canada fournit Tel Aviv en matière d'armement via la compagnie CAE Inc., dont le siège social est situé à Ville Saint-Laurent. Cette dernière vend à l'État israélien des pièces et des éléments de simulateurs de vol

pour l'entraînement des pilotes d'avion de combat. Une collaboration canado-israélienne qui, en bout de piste, bafouera les droits de l'Homme dans les territoires palestiniens occupés.



Le premier ministre canadien, Justin Trudeau, en compagnie du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Source : Twitter.

Consulter nos « Grands enjeux » en visitant la section « Publications » de notre site Internet www.cs3r.org

Vous appréciez ce point de vue
DIFFÉRENT?

Aidez-nous à
CHANGER LE MONDE

Devenez membre!
www.cs3r.org - 819 373-2598

Le borbier yéménite

Un peu plus d'un an de guerre et déjà le pays est à feu et à sang. Frisant le précipice de la crise humanitaire. Inlassablement pilonné par une coalition arabe (d'allégeance sunnite) menée par l'Arabie saoudite, le Yémen s'enfoncé dans un véritable borbier. État de situation d'une guerre oubliée qui peine à dire son nom sur la scène internationale.



Dans le borbier yéménite, les civils – et particulièrement les enfants - sont les premières victimes des bombardements intensifs menés par une coalition de pays arabes pilotée par l'Arabie saoudite.

OLIVIER GAMELIN
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

À l'instar du printemps arabe, le « printemps yéménite » n'aura duré que l'espace d'une saison. Au sud de la péninsule arabe, les fleurs de jasmin se sont fanées, rapidement supplantées par le métal glacial des bombardements aériens. En 2011, alors qu'un souffle de liberté parfume le Moyen-Orient, le pouvoir yéménite subit une forte pression populaire provoquant le départ du président Ali Abdallah Saleh. Durant trois ans, le gouvernement de transition semble incapable de résoudre les problèmes socio-économiques du pays, si bien qu'en 2014 les Houthis, issus de la minorité zaydite d'obédience chiite (un tiers de la population), soulèvent leurs armes et occupent la capitale, Sanaa. C'en est trop pour l'Arabie saoudite qui, en mars en 2015, avec l'aval de la communauté internationale, déclenche de sanglantes hostilités pour rétablir sur son trône dictatorial le pouvoir yéménite...sunnite évidemment!

Un an et des poussières de bombardements auront réussi non pas à renverser les rebelles houthis, mais plutôt à détruire le pays de fond en comble. « Après cinq mois [de bombardements], le Yémen ressemble à la Syrie depuis cinq ans », résume Peter Maurer, président du comité international de la Croix-Rouge. Une vision partagée par Amnesty internationale, qui condamne vivement des atteintes répétitives aux droits humains et des crimes de guerre perpétrés par toutes les parties impliquées. Entre autres, notons l'utilisation aveugle de bombes à fragmentation, d'explosifs à large champ d'action, de mines antipersonnel, ainsi que les attaques lancées à proximité d'écoles, d'hôpitaux ou de zones densément peuplées, les exécutions sommaires, les enlèvements, les détentions arbitraires, la torture, etc.

En bout de piste, la population, prise entre deux feux, est la première victime de cette anarchie passée sous les radars de l'indignation sélective occidentale. Aujourd'hui, 83 % des Yéménites survivent grâce à l'aide humanitaire, une aide qui peine à se rendre à bon port puisque la coalition arabe et/ou les Houthis assiègent les principales villes du pays. Le bilan sommaire est désastreux : entre 4000 et 6000 personnes décédées (la moitié parmi les civils), dont près de 700 enfants, 30 000 blessés, sans compter les 2,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays (près de 10 % de la population). Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 14 millions de Yéménites se trouvent actuellement dans une situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition « qui s'aggrave de jour en jour ».

LES ARMES OCCIDENTALES
Depuis 2015, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Espagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas ont transféré pour 25 milliards\$ d'armement vers l'Arabie saoudite. Missiles, drones, torpilles, roquettes, autant d'explosifs qui s'abattent quotidiennement sur la tête de la population civile yéménite. Et si rien n'indique que le matériel militaire que le Canada a vendu à Riyad a été utilisé au Yémen, rien ne

prouve le contraire non plus. Rappelons qu'en 2014, Ottawa paraphait un contrat de 15 milliards \$ d'armement avec l'Arabie saoudite.

« Le monde a tourné le dos au peuple du Yémen, et de nombreux États contribuent à sa souffrance, en fournissant des armes et des bombes qui servent à blesser et tuer des civils et à détruire des logements et des infrastructures, en toute illégalité. Nous sommes face à une catastrophe humanitaire [au Yémen] », se désole Brian Wood, responsable des questions liées au contrôle des armes et aux droits humains au sein d'Amnesty internationale.

Alors que les pays occidentaux ont cadenassé leur ambassade au Yémen, alors que les États-Unis et leurs alliés, dont le Canada, sont liés par des contrats commerciaux d'armement avec l'Arabie saoudite, alors que le groupe État islamique profite de l'instabilité étatique du pays pour renforcer son pouvoir déstabilisateur, alors même que le Conseil de sécurité de l'ONU semble se désintéresser de la situation, on peut se demander quelle sortie d'urgence pourrait mettre fin au conflit yéménite? Pour l'heure, faisant écho à la communauté internationale, les optimistes sont peu nombreux et se contentent d'attendre silencieusement la prochaine vague de réfugiés qui, sans conteste, pourrait bien venir non plus de Syrie mais...du Yémen.

POUR AGIR ET EN SAVOIR PLUS
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES
819 373-2598 - WWW.CS3R.ORG
WWW.IN-TERRE-ACTIF.COM



g GÉOGRAPHIE 101

Le Yémen



La vieille ville de Sanaa, capitale du Yémen, est classée par l'UNESCO parmi les joyaux architecturaux et historiques de l'humanité.

Derrière l'aveuglant mur de poussière soulevé au Yémen par l'Arabie saoudite et ses alliés, qui bombardent la péninsule arabe depuis mars 2015, se cache un pays aux richesses naturelles et historiques insoupçonnées. Entre autres, plusieurs sites se trouvent sur la courte liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, dont la vieille ville de la capitale, Sanaa, témoin des premières années de l'islam et qui dénote une extraordinaire qualité artistique et architecturale. Du même souffle, l'UNESCO a déclaré la musique traditionnelle yéménite comme chef-d'œuvre du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Même si tout n'est pas rose au Yémen, l'un des pays les plus pauvres de la planète et où la charia dicte le quotidien, voici un petit clin d'œil sur les beautés et les incontournables pages historiques yéménites que la guerre, malheureusement, nous cache.

SALTAH
ARCHIPEL DE SOCOTRA

DROIT DE VOTE
STRUCTURE POLITIQUE
MANUSCRIT DE SANAA

BARRAGE DE MARIB
VILLE DE ZABID
NOMBRE D'HABITANTS
RELIGION

Plat national yéménite (à base d'agneau)
Biodiversité unique sur la planète (classée UNESCO).
37 % des espèces de plantes, 90 % des espèces de reptiles et 95 % des espèces d'escargots terrestres ne se retrouvent nulle part ailleurs dans le monde
Accordé (sur papier) à tous les citoyens.nes de 18 ans et plus
République
Retrouvé à la Grande Mosquée de Sanaa en 1972 : plus ancienne version du Coran (8e siècle)
Plus ancien barrage hydraulique au monde (700 av. J.-C.)
L'une des plus anciennes villes universitaires de l'islam
26 millions
Musulmane (sunnite 55 %, chiite 45 %)



DOSSIER SPÉCIAL

QUELLE MISSION POUR L'ÉCOLE?

Septembre, le mois de la rentrée scolaire. Moment privilégié, s'il en est un, pour s'interroger sur la mission de l'école et cela sous de multiples facettes. Préoccupations d'un parent quant au devenir de son enfant qui amorce son parcours scolaire, témoignage d'une enseignante soucieuse de former les citoyens de demain, regard sur les enjeux critiques auxquels fait face notre système d'éducation, attentes et revendications citoyennes à l'égard de l'école publique : voilà, sommairement, ce que vous propose l'équipe de La Gazette dans ce dossier spécial sur la mission de l'école publique.



PHOTO: DOMINIC BÉRUBÉ

Romain entre à l'école

À quelques jours de la rentrée, je me suis retrouvé planté au milieu du rayon des effets scolaires d'une grande surface, liste d'achats à la main, l'œil inquiet.

SÉBASTIEN HOULE

Nous étions évidemment plusieurs parents à partager ce moment dénué de poésie. Ma liste, que m'avait fait parvenir l'école pour la rentrée prochaine de notre protégé, battait la mesure : un cartable de 2 po, deux tubes de

le me glisser sous les pieds. Voilà pour l'entrée en matière, et pour la gratuité scolaire, on repassera! Au moment de laisser aller la main de mon fils, qui s'apprêtait à goûter les valeurs que la société voulait bien lui insuffler par le biais de son système d'éducation, le cahier Canada made in China faisait, lui

Comme tous les garçons de son âge, Romain s' imagine un jour pompier, ou chanteur, mais lui apprendra-t-on d'abord à être lui-même et à comprendre les siens?

colle format moyen de marque Pritt, 6 crayons HB avec efface, 24 crayons couleur Prismacolor, etc. Aucune latitude ni souplesse, les directives étaient limpides, à croire que c'était moi qui rentrais à la maternelle. L'allure crispée de mes congénères me confirma que je n'étais pas seul à sentir la liberté estiva-

aussi, bien piètre figure en matière de symbole. Les emplettes académiques complétées, je désertai les lieux vaguement abasourdi et pour le moins songeur.

De retour à la maison, je tentais de demeurer calme et de paraître optimiste,

ne voulant en rien laisser poindre ma perplexité naissante aux yeux de Romain. C'est donc avec enthousiasme que nous avons rangé ses effets dans son nouveau sac d'un magnifique bleu, fabriqué à La Baie, au Saguenay — tout n'est pas perdu.

Pendant que nous rêvions à voix haute d'autobus jaunes et que mon enfant spéculait sur ses futurs camarades de classe, mes préoccupations glissaient furtivement vers son cursus. De quoi serait-il fait? Ou plutôt, comment s'articulerait-il? Du français, fenêtre ouverte sur le monde, apprendrait-il que le verbe « être » est plus porteur d'émancipation que le verbe « avoir »; qu'il est plus gratifiant de conjuguer au « nous » qu'au « je » et que liberté et altruisme ne sont pas des antonymes? Des mathématiques, que l'unité ne prend son sens que dans l'ensemble? De la géographie, que les frontières ne sont qu'inventions humaines? Lui enseignerait-on, en histoire, que

Christophe Colomb n'a vraiment rien découvert et que l'on vivait ici depuis longtemps? Et que l'économie et la science demeurent stériles sans art et sans philosophie? De façon plus pragmatique, que lui arriverait-il s'il s'avérait être de ceux qui trébuchent plus souvent qu'à leur tour? Les ressources seraient-elles au rendez-vous si lire ou compter ne lui étaient pas du même naturel que lui est sa joie de vivre?

Comme tous les garçons de son âge, Romain s' imagine un jour pompier, ou chanteur, mais lui apprendra-t-on d'abord à être lui-même et à comprendre les siens? L'aidera-t-on à saisir son rôle dans ce monde complexe? À donner avant de prendre? À être citoyen d'abord, contribuable ensuite? À rêver noblement?

À l'heure de la rentrée, je me prends à souhaiter voir Romain devenir grand. Et à espérer une école qui soit à sa hauteur.

30 ans de présence active

SYNDICAT DES CHARGÉS DE COURS UQTR

Syndicat.Charge.Cours@UQTR.Ca - www.SCFP2661.Org
C.P. 500, Trois-Rivières (Québec) G9A 5H7
(819) 376-5044



Une école pour qui?

Louis Cornellier nous rappelle dans l'édition du 10 septembre du Devoir qu'il y a bientôt 40 ans qu'on agite l'épouvantail de la dette pour justifier les compressions dites nécessaires pour éviter la faillite de l'État, qu'on décrie la lourdeur et l'inefficacité de l'appareil étatique et qu'on nous vante les mérites de l'entreprise privée au secours de laquelle l'État est paradoxalement constamment appelé à voler.



PHOTO: DOMINIC BÉRUBÉ

On apprend à distinguer les plantes comestibles dans la classe de madame Caroline.

DENIS HÉBERT

Privatisation des institutions, sous-traitance, tarification et gestion inspirée du privé : autant de mesures ayant eu pour effet de rendre l'éducation plus conforme à la logique du privé. Conformément à cette optique de marchandisation de l'éducation, il faudrait maintenant pour faire face au défi de la compétitivité, organiser notre offre de formation pour

obtenir une école soumise aux impératifs économiques et dépendante des demandes des différentes composantes de la société, plus particulièrement des parents. Le savoir ne serait rien de plus qu'outil pour agir, instrument pour réussir socialement, capital individuel pour accroître ses revenus futurs. Selon cette conception, l'école doit répondre à une clientèle qui, par son choix, est en mesure d'influencer en retour l'offre elle-même.

De service public, l'école serait appelée à devenir une agence de services, chargée de satisfaire efficacement des consommateurs faisant valoir leurs intérêts particuliers. L'école tend ainsi à se privatiser, non pas nécessairement sur les plans juridique et financier, mais par sa transformation en un marché où la concurrence entre individus et, de plus en plus, entre établissements, devient la règle.

Or, le système d'éducation n'a pas pour mission de former de la main-d'œuvre, mais d'apprendre à tous les élèves à vivre ensemble harmonieusement, dans une société de plus en plus diversifiée; d'assurer le plein développement de chacun; de permettre au plus grand nombre de réussir; de donner à chacun des chances égales face au travail et à la vie. Avant d'être de la main-d'œuvre potentielle, les écoliers d'aujourd'hui sont des citoyens à part entière.

Il est de notre devoir comme société de nous assurer que toutes et tous, sans exception, ont accès à une éducation gra-

vitée en fait autant par la plus grande productivité de celui-ci, ses contributions fiscales plus importantes, mais surtout, son aptitude à porter, transmettre et enrichir le patrimoine collectif. L'éducation publique est un puissant levier de démocratisation du savoir et une source d'amélioration des conditions sociales.

Au contraire, la mise des savoirs au service de la production, c'est-à-dire, des propriétaires des moyens de production, débouche insensiblement sur un abandon de la connaissance théorique, des humanités, de la philosophie et de la pensée critique, toute l'activité se retrouvant concentrée sur la pure formation de techniciens et de professionnels destinés aux technologies que les entreprises peuvent absorber. Cela pourrait conduire à réduire les possibilités de former des étudiants dans des domaines qui sont socialement souhaitables, mais pas financièrement lucratifs et à faire abstraction des avantages pour une société démocratique d'avoir une population bien éduquée et qui participe davantage aux

« De service public, l'école serait appelée à devenir une agence de services, chargée de satisfaire efficacement des consommateurs faisant valoir leurs intérêts particuliers. »

tuite et de qualité dans un réseau public. Si l'individu bénéficie financièrement de son éducation, l'ensemble de la collecti-

vérité de débats de société. Le contre-exemple que nous donnent nos voisins du Sud nous en fournit une illustration éloquent.

S'OUVRIR AU MONDE

L'éducation relative à l'environnement (ERE) vous connaissez ? Initiative scolaire qui m'inspire comme enseignante, elle m'invite à jouer un rôle d'éducatrice et à favoriser le développement de qualités d'être et de valeurs jugées profitables pour la société.

CAROLINE RICARD

ENSEIGNANTE À LA COMMISSION SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY

La mission de l'école consiste à former les citoyens de demain, à les rendre capables d'interagir harmonieusement avec leur milieu et à les préparer « à mieux relever les défis auxquels ils devront faire face ». Or, comment y parvenir sans permettre aux enfants de s'ancrer plus consciemment dans leur monde vis-à-vis eux-mêmes, les autres et leur milieu de vie... la Terre ?

Un certain nombre de programmes et d'organismes s'emploient activement à favoriser ce développement. Par exemple, les Établissements verts Brundtland, la Fondation Monique Fitz-Back et le Réseau In-Terre-Actif soutiennent les enseignants dans leurs efforts pour former des citoyens soucieux notamment de bâtir un monde plus démocratique, écologique, solidaire et

pacifique. L'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) propose pour sa part d'explorer des thématiques annuelles et/ou de célébrer diverses journées mondiales venant appuyer le développement de qualités d'être et de la sensibilité au vivant, tandis que la Fondation David Suzuki met à la disposition des enseignants une série de guides pédagogiques leur permettant de mettre la nature au cœur de leur enseignement.

Des chercheurs de l'Université Harvard, estimant qu'il est plus important de développer la bienveillance chez nos enfants que de les inciter à chercher leur bonheur personnel avant tout, nous invitent à adopter de nouvelles pratiques. ParticipAction fait, de son côté, la promotion de la gestion des risques par opposition à la simple recherche de la sécurité, qui entrave l'autonomie, la réflexion, le développement des potentiels, l'estime de soi et l'entraide. De même, Richard

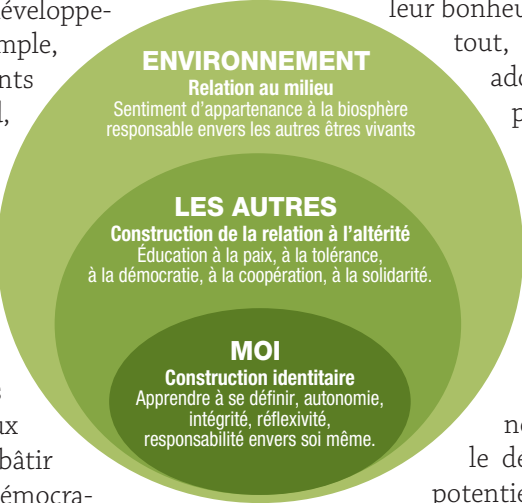


PHOTO: DOMINIC BÉRUBÉ

Madame Caroline en atelier avec ses élèves.

Louv, auteur de Last Child in the Wood, François Cardinal auteur de Perdus sans la nature, la Fondation David Suzuki et plusieurs chercheurs tels Point et Degas insistent sur l'importance du jeu libre à l'extérieur et du retour à la nature pour assurer un développement complet.

Axée sur la promotion du mieux « vivre ensemble sur Terre », la compréhension de la vie et, partant, le développement d'une culture scientifique de qualité,

l'ERE m'aide à construire du sens et de la pertinence dans mon enseignement. Convaincue avec Sénèque que « C'est la vie qui nous apprend et non l'école », je fais une place de choix au vivant dans ma classe. Mais comme le dit le proverbe africain : il faut tout un village pour élever un enfant! L'école a aussi besoin de vous!

*Sources disponibles sur notre site Internet gazetteauricie.com

L'enseignement au secteur technique va bien au-delà de la transmission des compétences associées au marché de l'emploi. Les étudiants y sont formés en vue d'en faire des citoyens et des travailleurs responsables et engagés dans leur communauté. En ce sens, les valeurs propres au collégial y sont véhiculées : démocratisation du savoir, importance de la culture générale, développement du sens critique.

Après avoir étudié, puis œuvré dans nos domaines spécifiques pendant de nombreuses années, nous avons à cœur de transmettre à nos étudiants les outils nécessaires à leur intégration dans la société. Dans une perspective d'amélioration continue et en restant connectés sur les enjeux de la profession, nous revisitons régulièrement nos contenus pour offrir la formation la plus complète qui soit.

Pour les étudiants, le passage au collégial représente un moment clé dans leur parcours. L'enseignement supérieur qui y est prodigué mise sur la réussite en offrant un encadrement facilitant l'intégration des jeunes et des moins jeunes. Maintenons le cap sur ces qualités de l'enseignement collégial afin de leur assurer un avenir prometteur.

Geneviève Raymond
Professeure en techniques de la documentation, Cégep de Trois-Rivières



Enseigner est à mon humble avis un art dont l'œuvre est le plus souvent intangible. À notre époque, où prévalent l'efficacité administrative et le rendement sur papier, je me dis qu'au contraire l'enseignant est facteur de germination. Certes, nous donnons aux élèves ce que nous croyons être le meilleur afin qu'ils cheminent et s'épanouissent au cours de leur formation. En ce sens, nous évaluons, nous professons, nous accompagnons, mais il reste une part immatérielle et non quantifiable de ce que nous laissons en héritage à chacun. Parfois à notre insu et sans que nous l'eussions jamais soupçonné, et au-delà de tout ce que nous aurions pu planifier ou évaluer, un encouragement de notre part, un conseil que nous leur aurons prodigué, un cours que nous aurons considéré au demeurant tout à fait banal, resteront marqués pour longtemps dans l'esprit de certains de ceux que nous aurons côtoyés. Il appert alors qu'il existe entre l'élève et l'enseignant davantage que ce que l'on voudrait mesurer, quelque chose de proprement humain à vrai dire, à la fois de fragile et de durable. C'est peut-être une des seules certitudes qui m'habite depuis que je fais ce métier.

Jean-François Morissette
Professeur au département de littérature et communication, Cégep de Trois-Rivières

Je me considère privilégié de pouvoir accompagner des étudiants dans l'apprentissage de leur profession. J'aime croire que notre enseignement orientera leurs décisions et leurs actions. Pour moi, l'enseignement représente surtout l'occasion de transmettre ma passion et d'éveiller la curiosité des étudiants pour les sciences de la vie. Finalement, enseigner au cégep, c'est avoir la chance de côtoyer des gens dynamiques qui seront nos leaders de demain.

Alexandre Melançon
Enseignant, département de biologie et biotechnologies
Collège Shawinigan



Enseigner l'éducation physique, c'est avoir le privilège d'accompagner des adultes en devenir dans la découverte de leurs possibilités. C'est le plaisir de leur transmettre ma passion de bouger dans le but d'en faire des citoyens autonomes qui croient en eux. C'est de les aider à se fixer des objectifs réalistes et de les guider, les soutenir et les encourager dans leur démarche pour atteindre et même dépasser ces objectifs. C'est de travailler avec les jeunes à construire une image positive d'eux-mêmes et à augmenter leur estime de soi. C'est un réel bonheur de vivre avec eux ce cheminement, parfois parsemé d'embûches, et de voir leur sourire, leur fierté quand ils franchissent la ligne d'arrivée!

Stéphanie Fortier
Enseignante en éducation physique
Collège Shawinigan



**Syndicat des professeures et professeurs
du Cégep de Trois-Rivières**



SEECS

**Syndicat des enseignantes et des enseignants
du Collège Shawinigan**

ÉGALITÉ DES CHANCES

L'école ne peut pas tout faire...



Si l'idée de faire du Québec une société moderne était au cœur de la Révolution tranquille du début des années 1960, il y avait aussi celle d'un Québec plus juste au sein duquel tous les citoyens bénéficieraient, quelle que soit leur origine sociale, des mêmes droits, notamment celui de s'instruire. La réforme du système d'éducation, comme l'avait recommandé la Commission Parent, ouvrait toutes grandes les portes des institutions scolaires à qui voulait s'instruire. Tous les espoirs étaient donc permis.

JEAN-CLAUDE LANDRY

Mais voilà que cinq décennies plus tard, les résultats ne sont pas au rendez-vous. L'accès universel aux études n'assure pas l'égalité des chances. Les écarts importants qui subsistent entre les écoles de milieu défavorisé et celles de milieu favorisé sont venus fausser la donne. De fait, on dénombre deux fois plus de décrocheurs dans les premières (25,8 % contre 11,7 % pour 2012-2013). Le problème est de taille puisque près du

DIPLOMATION AU SECONDAIRE PUBLIC SELON LE MILIEU ET LE SEXE , 2006-2007

	Milieu favorisé	Milieu défavorisé
Filles	84,2 %	73,1 %
Garçons	73,9 %	57,7 %
Ensemble	79,1 %	65,3 %

TABLEAU 1 - SOURCE: CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION, 2010

tiers des élèves du Québec, 200 000 au total, sont de milieu défavorisé. Cette inégalité persiste en outre jusqu'à l'université, les jeunes provenant d'une famille dont les revenus sont parmi les plus élevés étant en proportion deux fois

plus nombreux que celles et ceux issus des ménages aux revenus les plus faibles à accéder à l'université. En dépit d'efforts importants pour corriger la situation, il faut bien se rendre à l'évidence : l'écart entre les taux de diplomation des élèves des écoles publiques favorisées et ceux des élèves des écoles défavorisées s'est maintenu (voir tableau 1).

Mais tout n'est pas négatif. Les statistiques sur la réussite scolaire démontrent que les jeunes provenant de milieux défavorisés qui réussissent à l'école sont plus nombreux que ceux qui abandonnent ou qui sont en échec. N'empêche, l'école de laquelle on attendait tant, fait tout ce qu'elle peut, mais, c'est le dur constat de la réalité, elle ne peut, à elle seule, assurer l'égalité des chances.

L'école constitue, par contre, un formidable levier d'égalité lorsqu'elle s'inscrit dans une société résolument orientée vers la diminution des inégalités, les enfants connaissant de meilleurs parcours scolaires dans les sociétés plus égalitaires. C'est du moins la conclusion à laquelle en arrivent Richard Wilkinson et Kate Pickett, éminents épidémiologistes, au terme d'une vaste recherche sur les inégalités. Après étude des scores obtenus en mathématiques et en lecture dans les 50 États des États-Unis, ces chercheurs ont observé des performances scolaires inférieures chez les élèves vivant dans les États plus inégaux où, au surplus, on enregistrait des taux plus élevés de décrochage chez les élèves du niveau secondaire (voir tableau 2).

Tel un miroir, l'école, inégalitaire ou égalitaire, reflète la société dans laquelle elle s'insère. Réduire les écarts de réussite et favoriser la réussite du plus grand nombre exige une volonté politique réelle de lutte contre les inégalités.

Le développement et le maintien de services publics de qualité, notamment en santé et en éducation, une fiscalité progressive, des politiques de rémunération au-dessus des seuils de pauvreté contribuent à réduire les inégalités. Tout comme les mesures visant à assurer une éducation publique gratuite ou à frais modiques comme les programmes de prêts et bourses et l'accessibilité à des services de garde.

Nos écoles publiques, du primaire à l'université, constituent de formidables leviers d'enrichissement intellectuel, culturel, social et économique pour le Québec. Mais la réussite de la mission qu'on leur confie exige à la fois un effort collectif immense assumé par l'ensemble de la

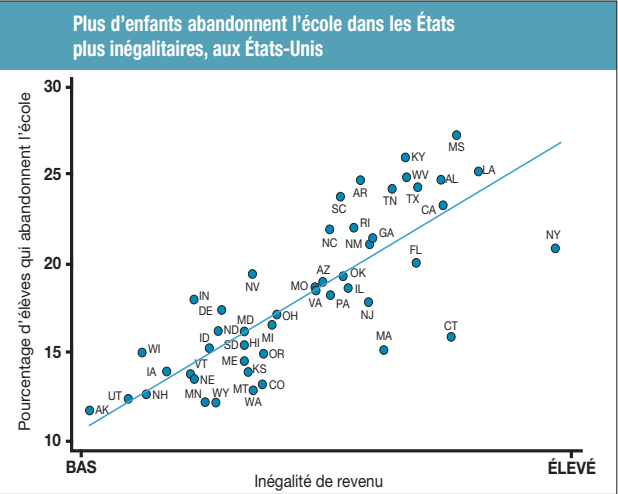


TABLEAU 2

société et la volonté d'y mettre le prix. Une conviction qui n'est pas nouvelle. Il y a de cela près de deux siècles, un illustre président des États-Unis, du nom d'Abraham Lincoln, n'avait-il pas déclaré : « Vous trouvez que l'éducation coûte cher? Essayez l'ignorance pour voir ».

*Sources disponibles sur notre site Internet gazette.mauricie.com

Fédération du personnel de soutien scolaire (CSQ)

L'école
a besoin
de soutien

JE PROTÈGE MON ÉCOLE PUBLIQUE

De mouvement dénonciateur à chien de garde

Les inquiétudes exprimées par Sébastien Houle en ouverture du présent dossier sont partagées par plusieurs. Après tout, ne veut-on pas le meilleur pour nos enfants? Mais que faire lorsque les ressources destinées à offrir le meilleur ne sont pas au rendez-vous?

STEVEN ROY CULLEN

En mai 2015, des parents préoccupés par les effets cumulatifs des compressions budgétaires sur les services aux élèves ont lancé une invitation à protéger les écoles publiques du Québec en créant des chaînes humaines autour des dites écoles. En l'espace de quelques mois, ce premier appel à la mobilisation est devenu un véritable mouvement citoyen à l'échelle de la province.

Aujourd'hui, le mouvement *Je protège mon école publique* continue ses coups d'éclats pour réclamer un réinvestissement majeur dans le système d'éducation québécois. Par contre, de l'avis de sa porte-parole, M^{me} Pascale Grignon, la fréquence de ces coups devrait diminuer, du moins pour l'instant. « [L'année dernière], on était au niveau de la dénonciation, maintenant, je te dirais qu'on est plus dans un rôle de chien de garde », indique-t-elle.

« Le gouvernement nous a clairement entendus. Tous les partis confondus ont inscrit soudainement l'éducation comme priorité et c'est très bien. Pour les Libéraux, c'est un sérieux volteface », souligne M^{me} Grignon. Cette dernière précise toutefois que le mouvement demeurera vigilant et rappellera sa présence aux moments clés pour s'assurer que les bottines suivent les babines. Parmi ces moments clés, la rentrée du 1er septembre dernier.

« C'était la 10^e édition des chaînes humaines en un peu plus d'un an. Pour nous, c'est important d'être



Une des nombreuses chaînes humaines organisées depuis mai 2015.

présents le 1^{er} septembre, mentionne M^{me} Grignon. Audelà de l'opportunité médiatique, c'était aussi important pour nous de continuer à parler, de faire comprendre au gouvernement que les parents ne sont pas dupes ». En ce sens, elle donne l'exemple des annonces de réinvestissement faites par le gouvernement avant la rentrée scolaire dans différentes régions du Québec. Ces annonces portaient sur « des sommes qui avaient déjà été inscrites au budget de mars. Donc, ce n'était pas de l'argent nouveau qui nous arrivait ».

En fait, elle nous rappelle que « sur les six dernières années, il y a plus d'un milliard qui a été coupé dans les budgets d'éducation ». L'argent « annoncé » avant la rentrée n'est donc pas suffisant pour combler le retard. « [Les enfants présentement sur les bancs d'école] vont vivre leur parcours scolaire dans un contexte

de surpopulation. Ils vont vivre quotidiennement et de plein fouet les conséquences des coupes. Malheureusement, si on n'agit pas tout de suite, c'est cette génération-là qui va être sacrifiée », s'indigne M^{me} Grignon.

Depuis la naissance du mouvement *Je protège mon école publique*, près de 125 000 personnes ont pris part aux chaînes humaines formées devant 615 écoles primaires et secondaires du Québec, soit le quart des écoles de la province. M^{me} Grignon salue d'ailleurs les parents, qui partout au Québec, ont participé aux chaînes humaines, collaboré à leur organisation ou coordonné les efforts de mobilisation déployés. Elle invite, de plus, les gens de la Mauricie à prendre contact avec le mouvement que ce soit pour communiquer leurs préoccupations ou pour offrir un coup de main.

MOBILISÉS ENSEMBLE!

RESPECTER
SE RESPECTER

PAR L'INSTRUCTION,
RÉDUISONS LES
INÉGALITÉS SOCIALES!

TOUJOURS EN MARCHÉ POUR SE FAIRE RESPECTER

Université
du troisième âge

Satisfaire ma curiosité

uqtr.ca/uta

Nous joindre • Université du troisième âge • 819 376-5011, poste 2109 • uta@uqtr.ca

CRÉDITS : JPMMP.COM

**DE LA
PETITE ENFANCE
À L'UNIVERSITÉ,
LA CSN,
UNE FORCE
EN ÉDUCATION**



f t v csn.qc.ca